

# Consultation publique n°2023-01 du 25 janvier 2023 relative à la définition d'un prix de référence du gaz pour les clients particuliers pour accompagner la fin des tarifs réglementés de vente de gaz naturel

## Réponse de l'ANODE

### Propos liminaires

L'ANODE remercie la CRE pour l'organisation de cette consultation.

A titre liminaire, nous comprenons que la CRE publiera à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2023 : (i) une référence de prix du gaz conformément à la délibération n°2023-31 pour le calcul des compensations des fournisseurs pour l'application du bouclier tarifaire 2023, (ii) un prix de référence du gaz, sans impact sur le calcul des compensations des fournisseurs, à destination des clients particuliers dans une perspective pédagogique – objet de l'actuelle consultation et (iii) un indice de prix conforme à l'article L.131-4 du code de l'énergie dont la date de publication n'est pas connue.

Sur le deuxième point, nous souhaitons que la CRE confirme que ce prix de référence n'aura pas de conséquence sur le bouclier tarifaire 2023. De plus, il n'est pas prévu par la loi que la CRE publie un tarif réglementé de vente de gaz « bis » que les fournisseurs utiliseraient pour indexer leur prix (i.e. question 26). En tout état de cause, nous souhaitons que ce prix de référence accompagnant la fin du TRVG soit publié uniquement temporairement et disparaisse au 31/12/2023, pour que, seule la référence prévue par l'article L.131-4 du code de l'énergie soit publiée. A ce titre, il est impératif que la CRE consulte rapidement les acteurs de marché pour définir le contenu de cette publication.

Nous estimons que cette référence posera plusieurs problèmes structurels. En effet, une référence de prix sera toujours une approximation moyenne et imparfaite des coûts d'un fournisseur, ce qui pourra générer des tensions et des difficultés entre fournisseurs et consommateurs, en particulier pour les clients dont la situation spécifique s'éloignera de la moyenne (niveau de coûts plus important). Pour les consommateurs ayant des coûts plus faibles que la moyenne, le jeu de la concurrence leur permettra de bénéficier de prix plus faibles que la référence publiée.

Nous comprenons que l'objectif de la CRE n'est pas de publier un nouveau prix régulé, qui serait contraire à la loi Énergie climat, mais plutôt de donner une boussole au consommateur pour situer son offre de fourniture parmi celles qui existent. Si cette référence est prévue pour influencer le marché, alors elle doit être contestable, économiquement cohérente et représentative du marché de la fourniture. Maintenir une référence artificiellement basse n'aurait aucun sens et ne permettrait pas de protéger le consommateur. La seule conséquence serait de créer de l'incompréhension et de la défiance envers des fournisseurs. Ainsi, nous demandons à la CRE d'intégrer une brique de risques indépendante de la marge des fournisseurs, qui soit à un niveau cohérent en prenant en compte les risques premiers des fournisseurs audités depuis maintenant deux ans.

Ainsi nous proposons que :

**(option 1)** la CRE publie un corridor de prix indiquant les bornes au sein desquelles le prix moyen de référence se trouve en prenant des hypothèses hautes et basses, pour chacun des termes de la part variable et de la part fixe et pour chaque profil. Si cette solution est choisie, les deux bornes devront être significativement éloignées l'une de l'autre, en reflétant ainsi pour l'hypothèse basse des valeurs faibles pour toutes les composantes et pour l'hypothèse haute des valeurs élevées. Cette option se rapproche le plus de l'objectif pédagogique de cet indice. Toutefois, elle peut être complexe en termes de compréhension par les consommateurs et devra être accompagnée de communications didactiques.

**(option 2)** la CRE publie un seul prix qui reflète des hypothèses de coûts réalistes, pour ne pas dépositionner automatiquement les fournisseurs et pour couvrir la diversité des situations des consommateurs. La référence de prix ne doit pas être inférieure à la réalité du marché pour ne pas entraver le développement et l'image de la concurrence. Ainsi, les fournisseurs, autres qu'Engie, doivent être capables de proposer des offres inférieures à cet indice.

### Question 1

Nous approuvons cette proposition ; si la CRE souhaite publier une référence de prix de fourniture complète, il est important de distinguer la part variable de la part fixe.

Nous regrettons cependant que les coûts d'acquisition ne soient pas inclus dans la part variable, et demandons à la CRE à ce qu'ils soient effectivement intégrés ainsi qu'une brique de risques indépendante de la marge du fournisseur.

#### Question 2

Nous partageons l'analyse de la CRE et nous nous félicitons que les coûts de transports et de stockage soient intégrés dans la part fixe, comme nous le demandions pour le TRVG d'Engie. En effet, l'introduction de l'ATRT dans la part fixe permet aux fournisseurs de récupérer de façon stable et certaine le coût de la part acheminement dû par le consommateur au gestionnaire de réseau.

#### Question 3

L'ANODE considère que les deux profils proposés sont cohérents. Il faudra que la CRE indique la fourchette de consommation annuelle de référence considérée par profil.

#### Question 4

##### *Sur la méthodologie*

- Les CAR des profils P011 (< 4 MWh) pour les 3 options sont sous-estimées par la CRE. Les usages de gaz hors chauffage ne permettent pas de descendre au-dessous de 2,5 MWh/an. Nous souhaitons par conséquent que cette valeur, qui impactera les niveaux de la part acheminement, reflète le niveau réel indiqué.
- Les CAR du profil P012 (> 4 MWh) sont également sous-estimées. Nous suggérons de la faire évoluer à minima au niveau de 16 MWh/an.

Sans ces revalorisations, les fournisseurs se trouveront par nature dé-positionnés par rapport à ce TRVG « bis » et ne pourront proposer nécessairement que des offres au-dessus de cet indice par construction.

##### *Sur les options*

Compte tenu des éléments indiqués, les niveaux de l'option 1 sont les plus pertinents.

Il ne nous semble pas pertinent de considérer les effets du plan de sobriété pérennes avec un REX de seulement un an. Nous suggérons à la CRE d'attendre à minima 3 ans avant de considérer ces gains comme acquis.

#### Question 5

Nous considérons que les profils GRDF et des options ATRD associés aux consommateurs types sont pertinents.

#### Question 6

Nous ne voyons aucun intérêt à ce que la CRE publie cette référence qui s'apparente à un TRVG « bis », alors qu'elle publiera déjà l'indice de référence de prix du gaz visé par l'article 181 du projet de loi de finances 2023.

D'une part, cette publication aura pour seul effet de normaliser les offres des fournisseurs, de réguler le marché et donc de brider l'innovation. Il existe déjà des comparateurs d'offres pour renseigner de façon complète les consommateurs, notamment sur le site du MNE – la CRE et le MNE devraient travailler en confiance pour que cet outil soit mieux adapté au besoin des consommateurs sans qu'un TRVG « bis » ne soit nécessaire et brouille les messages à destination des consommateurs en faussant la concurrence.

D'autre part, les offres des fournisseurs les plus importants, en taille de portefeuille, serviront de référence pour les acteurs de marché.

#### Question 7

Une indexation sur des produits mensuels PEG, dans un contexte de forte volatilité, sera cohérente avec la visibilité de plus en plus limitée des fournisseurs sur leur portefeuille et sur la consommation de leurs clients. Ainsi, la prépondérance des produits mensuels est représentative de la logique d'approvisionnement des fournisseurs en gaz naturel.

« La CRE propose d'ajouter [...] des frais de transactions au PEG de 0,01€/MWh. » Ce niveau est beaucoup trop faible. Depuis deux ans, la CRE a eu le temps de prendre connaissance et d'expertiser les coûts d'accès au marché et les premiums de tous les fournisseurs français, qui sont bien au-dessus

de ce niveau que nous ne comprenons pas. Encore une fois, nous ne comprenons pas quel serait l'intérêt de maintenir une référence artificiellement basse et non représentative, si ce n'est de créer de l'incompréhension et du mécontentement de la part des consommateurs.

#### **Question 8**

Nous ne souhaitons aucun prix de référence complet après 2023, ni de référence de prix pour des offres à prix fixes : il appartient à la concurrence de proposer les prix.

Toutefois si une référence de prix pour les offres à prix fixes devait être publiée, les conditions de la publication devraient être les suivantes :

- une référence de prix pour une offre à prix fixe sur 1 an, au-delà la CRE devra publier autant de références que de maturités considérées ;
- une mise à jour des niveaux de risques et de coûts associés ;
- une mise à jour mensuelle pour tenir compte de l'évolution des coûts et des risques supportés par les fournisseurs à chaque campagne de commercialisation.

#### **Question 9**

Nous sommes favorables à la publication de ces éléments qui permet de garantir la transparence et la lisibilité des coûts pour les consommateurs, s'agissant des tarifs de GRDF comme de ceux des ELD (question 10).

Sur le territoire de GRDF le prix de référence devra soit :

- être un corridor de prix calculé en prenant les hypothèses hautes et basses pour chacun des termes y compris le transport et le stockage,
- être une référence de prix unique prenant l'hypothèse de coût la plus haute pour couvrir toutes les situations.

#### **Question 10**

Les niveaux des tarifs de distribution et de transport pouvant être très disparates entre les ELD et GRDF, la référence de prix devra nécessairement être à la maille locale de chaque ELD.

#### **Question 11**

Nous sommes favorables à l'option 1 qui évite les périodes de rattrapage (effet de trésorerie et risques d'impayés) et évite aux fournisseurs de réaliser leur *pricing* sur la base d'hypothèses réglementaires, alors que les niveaux sont connus. L'option 1 ne présente aucune difficulté de mise en œuvre dans la mesure où le prix de référence sera de toute façon mis à jour chaque mois pour la partie approvisionnement.

Cette référence de prix ne doit pas avoir pour objet de créer un TRVG « bis ».

#### **Question 12**

Nous sommes favorables à l'intégration d'un terme de transport amont.

La référence de prix PEG ne permet pas d'inclure le coût du transport (PIR) que certains fournisseurs paient pour l'importation du gaz – les spreads PEG/TTF d'avant crise le prouvent. Dès lors, il nous semble pertinent de les inclure via un premium, en prenant comme référence le spread PEG/TTF d'avant crise par exemple.

#### **Question 13**

Nous ne sommes pas favorables à la méthodologie proposée par la CRE.

Soit la CRE publie une référence de prix via un corridor, avec des niveaux reflétant des hypothèses de prix hautes et basses pour tous les termes et non pas uniquement pour les termes CJN, Zi, NTR.

Soit la CRE publie une référence de prix unique pour tous les termes. Dans le dernier cas, nous suggérons de prendre le niveau maximal afin de couvrir correctement tous les cas de figure pour toutes les typologies de clients sur le territoire.

#### **Question 14**

Tous les acteurs ne prennent pas de stockage pour couvrir leur spread été/hiver. La formule de la CRE surexposerait ceux qui n'en prendraient pas et créerait une obligation insidieuse de couverture par des

produits de stockage. De plus, la CRE par cette référence ne peut pas présumer de la compétitivité et de la liquidité des produits de stockage par rapport aux autres produits de marché.

Par conséquent, nous proposons de considérer un pourcentage de couverture de la modulation par des produits de stockage qui tend vers 0, avec "c = 0%".

#### Question 15

L'ANODE ne soutient pas la proposition de la CRE. Il est essentiel que la CRE prenne explicitement en compte le coût du TTS payé par les fournisseurs aux opérateurs de stockage. Nous proposons à la CRE de retenir la formule suivante :

$$\text{Coût de stockage} = \text{TTS} + \text{prix moyen pondéré des capacités de stockage}$$

Pour le prix moyen pondéré des capacités de stockage, la CRE peut le calculer à partir du résultat des enchères.

#### Question 16

L'ANODE ne soutient pas la proposition de la CRE, pour les raisons évoquées à la question 15.

#### Question 17

L'ANODE soutient cette proposition.

#### Question 18

Les coûts commerciaux d'Engie, hors CEE, sous-estiment les coûts supportés par un fournisseur « normal » (i.e. non issu d'un monopole. En effet, Engie, bénéficie d'économies d'échelle dont ne disposent pas la majorité des autres fournisseurs. Si la CRE doit prendre en compte les coûts d'Engie dans un premier temps, alors elle devra leur appliquer une majoration. Cela reviendrait à prendre les coûts d'Engie en les multipliant par un coefficient à définir, afin de refléter la réalité des coûts supportés par un fournisseur ayant un portefeuille client moins important. Dans un second temps, il est prévu que la CRE détermine ce coût via un benchmark des fournisseurs. A titre d'exemple, l'ARERA en Italie a choisi de retenir le coût moyen de l'ensemble des fournisseurs opérant sur son marché.

##### **Exemple du prix de référence italien succédant au TRV, niveaux de janvier 2023**

Coût de la molécule : la moyenne des cotations sur le « PSV Day-Ahead » du mois de livraison.

Coûts des risques et de l'accès au marché = 2,60€ /MWh.

Coûts commerciaux = 5,20€ /MWh pour une consommation moyenne de 16 MWh/an (soit 84€ /client/an).

Rémunération d'un fournisseur « normal » = 1,70€ /MWh.

#### Question 19

Il est impératif que la CRE prenne en compte les coûts d'acquisition. Nous rappelons à la CRE qu'en dehors des TRV **tous les fournisseurs ont des coûts d'acquisition, y compris les fournisseurs historiques pour leurs offres de marché**. En effet, les clients résidentiels ne sont pas engagés contractuellement et les clients professionnels peuvent changer de fournisseur au terme de leur contrat. Par conséquent, un fournisseur « normal » assume des coûts d'acquisition incompressibles dans un marché en concurrence, qui doivent être inclus dans la référence de la CRE. La non prise en compte de ces coûts conduirait à une référence de prix qui serait non contestable par les fournisseurs.

Dans sa consultation, la CRE précise que "*l'objectif de la référence de prix n'est pas nécessairement de refléter la situation d'un fournisseur en conquête de part de marché*", mais son objectif n'est pas non plus de refléter la situation d'un fournisseur en position dominante issu d'un ancien monopôle.

#### Question 20

L'ANODE accueille favorablement la prise en compte d'un index rendant lisibles les coûts pour les consommateurs.

#### Question 21

Nous y sommes favorables.

#### Question 22

La référence de la CRE n'a pas pour objectif de cacher les coûts aux consommateurs mais de proposer une référence de prix de marché correcte qui n'entrave pas la concurrence en accompagnant la compréhension des consommateurs.

Le niveau de 1,5€ MWh est une marge beaucoup trop faible pour permettre à un fournisseur « normal » d'exister sur ce segment, dans la mesure où cette marge est supposée intégrer les risques liés à l'approvisionnement. Les risques et la rémunération sont des postes différents. **Nous demandons à la CRE de dissocier la couverture des risques et la rémunération normale dans deux briques indépendantes.** La CRE dispose de tous les éléments nécessaires pour construire ces briques en comparant les coûts des différents fournisseurs qu'elle expertise.

Comme exposé à la question 18 à titre d'exemple, le niveau de marge normatif (1,70€/MWh) pris en compte par le régulateur italien dans le tarif de référence succédant au TRV incluant le risque (2,60€/MWh) est actuellement d'environ 4,30€/MWh. Le niveau est supérieur à celui proposé par la CRE alors que les risques d'approvisionnement sont moins importants, dans la mesure où ce prix de référence est indexé sur une référence de prix correspondant à la moyenne des cotations du PSV Day-Ahead du mois de livraison.

**Risques à intégrer par la CRE dans la brique dédiée sont : bid/ask ; backwardation ; volumes (y compris la thermosensibilité) ; cascading/shaping ; intra-Month ; équilibrage.**

#### Question 23

Nous sommes opposés à la publication d'un indice d'offre à prix fixe.

Par ailleurs, il est très pertinent que la CRE propose de retenir des primes de risques plus importantes dans le cas d'un indice portant sur une offre à prix fixe. En effet, les offres à prix fixes génèrent plus de risques que les offres à prix variable. La CRE peut s'inspirer du TRVE sur ce point.

#### Question 24

En tant qu'association professionnelle, l'ANODE ne peut pas avancer de chiffres pour des questions de concurrence mais nous imaginons que la CRE dispose de toutes les données nécessaires.

#### Question 25

Non, une marge de 1,5€/MWh ne couvre ni la marge, ni les risques, ni le coût d'équilibrage.

#### Question 26

En tant qu'association professionnelle, l'ANODE ne peut se prononcer sur cette question.

Cette référence de prix ne devrait pas être un indice d'indexation des offres de fourniture de gaz mais une référence de prix objective et transitoire pour aider les consommateurs à comparer les offres, en plus des comparateurs.

Pour autant, si la CRE souhaite que cette référence soit utilisée il faut que sa construction ne dépositionne pas *de facto* les fournisseurs, et qu'elle n'entraîne pas de distorsion de concurrence entre les fournisseurs. Pour que cette référence puisse être utilisable, elle doit donc être répliquable et contestable, c'est-à-dire économiquement cohérente avec les coûts et les risques relatifs à l'activité.

#### Question 27

En tant qu'association professionnelle, l'ANODE ne peut se prononcer sur cette question

#### Question 28

Non.